



© Région Bretagne

Loïg Chesnais-Girard**Président de la Région Bretagne**

SANS COHÉSION, L'EUROPE SE FRACTURE

La Commission européenne a présenté en juillet 2025 sa proposition de cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034. Depuis, une négociation intense s'est engagée entre la Commission, le Conseil et le Parlement européen pour redéfinir les priorités politiques et les budgets qui leur seront consacrés. Cette discussion n'est pas technique, elle est profondément politique. Elle engage la vision que nous avons de l'Europe pour la prochaine décennie. Les Régions européennes sont pleinement mobilisées dans cette négociation pour défendre un budget ambitieux, au plus près des besoins des citoyens et des territoires, avec des moyens conséquents pour la souveraineté alimentaire, la transition écologique, la formation, le soutien à l'économie et la mobilité des jeunes avec Erasmus. Ce combat est décisif car il met en jeu la promesse européenne elle-même.

Depuis les origines de la construction européenne, une politique existe, souvent méconnue du grand public mais essentielle : la politique de cohésion. Elle représente près d'un tiers du budget européen. Les fondateurs de l'Union avaient compris dès les années 1950 que la création d'un marché commun nécessitait une action publique forte pour réduire les écarts de richesse et de développement entre les régions, notamment dans les périphéries. Cette politique est aujourd'hui menacée par la proposition budgétaire post-2027 portée par la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. L'alternative qui s'offre aux européens est claire : soit nous maintenons la cohésion au cœur de notre Union, avec des moyens et une gouvernance adaptés, soit nous nous résignons à des fractures qui nourriront les décrochages et la fragmentation. Ce n'est pas une question comptable : c'est une question de survie politique pour l'Union.

Président d'une région profondément attachée au projet européen, périphérique par la géographie mais en prise directe avec les enjeux de souveraineté auxquels l'Europe est confrontée, je refuse que l'on réduise la politique de cohésion à sa dimension budgétaire. J'affirme également l'urgence de l'ambition qu'elle porte, depuis son origine, en faveur de notre Union. La cohésion n'est pas une abstraction. Elle finance des infrastructures d'intérêt général, elle corrige la polarisation naturelle du marché, elle accompagne des transitions qui ne se feraient pas autrement. Elle relie l'Europe aux citoyens par des projets concrets.

Elle est la pierre angulaire d'une Europe qui protège, qui investit au plus près du terrain et qui réduit les inégalités entre les régions de l'Union. Une Europe qui change le quotidien et prépare l'avenir. Sans elle, l'Europe deviendrait une idée lointaine, déconnectée des réalités, avec un risque de fragmentation encore plus marquée entre les centres et les périphéries.

En Bretagne, nous savons ce que la cohésion signifie. Depuis 2014, date à laquelle la France a confié la gestion d'une partie des fonds structurels et d'investissements (FEDER, FSE, FEADER) aux Régions, nous avons accompagné des milliers de projets. Des entreprises modernisées et engagées dans la transition écologique, des milliers de logements sociaux rénovés pour lutter contre la précarité énergétique, des transports du quotidien améliorés, l'accompagnement de l'agriculture biologique, le déploiement des énergies renouvelables, le soutien à la biodiversité, la couverture intégrale de la Bretagne en fibre optique. Ces financements irriguent la totalité de la Bretagne, en assumant de soutenir en priorité les territoires qui en ont le plus besoin. Cette dynamique s'est accélérée depuis 2021 avec la nouvelle période budgétaire. Loin des clichés sur la complexité des fonds européens, voilà ce que signifie, très concrètement, pour des millions de Bretonnes et de Bretons, une Europe proche des citoyens.

La régionalisation des fonds européens est un succès, quoi qu'en disent certains nostalgiques de la gestion centralisée de ces moyens. Les enveloppes sont pleinement consommées, les demandes simplifiées, les aides versées plus rapidement. L'efficacité est là. J'ai vu sur le terrain ce que change la proximité : des services qui comprennent les contraintes locales et qui accompagnent les porteurs de projets avec efficacité. À l'inverse, les dispositifs centralisés déployés pour relancer l'économie européenne pendant la crise COVID ont montré des limites évidentes : traçabilité incertaine, captation nationale des crédits, lisibilité affaiblie pour les citoyens. La proximité n'est pas un slogan, c'est la condition de la performance économique, de l'efficience dans l'emploi de l'argent public et de la légitimité démocratique. Casser ce qui fonctionne serait une faute politique.

Or, la proposition de budget post-2027 prévoit la fusion de grandes politiques d'investissement dans un plan national unique par État membre, mélangeant cohésion, agriculture, pêche et sécurité. Cette recentralisation serait un recul majeur. Elle ferait des territoires de simples exécutants et des enveloppes de cohésion une variable d'ajustement face à une révision des priorités européennes, en faveur notamment de la politique de défense. Ce serait une Europe qui s'éloigne des citoyens, une Europe qui se fragmente. Je mets en garde contre cette dérive. Elle est dangereuse pour la compétitivité, pour la transition écologique, pour la confiance démocratique. Elle ouvre la voie à des tensions sociales et à des colères qui nourrissent les populismes. Une Europe qui abandonnerait ses territoires serait une Europe qui se condamnerait.

Le Parlement européen partage ces inquiétudes et a durci le rapport de force en exigeant le maintien de lignes dédiées à la cohésion et la souveraineté alimentaire, elle aussi essentielle, afin d'éviter une nationalisation des politiques et des fonds. Je soutiens cette position offensive des groupes pro-européens, qui replace les territoires et la solidarité au centre des négociations. C'est le sens même du projet européen : unir pour investir, rapprocher pour réussir. Si nous cédons sur la cohésion, nous cédons sur l'essence de l'Union. Nous devons être lucides : ce débat est un moment de vérité pour l'Europe, à l'heure où les forces eurosceptiques gagnent du terrain.

Dans un contexte budgétaire particulièrement contraint, nous avons besoin que les États membres franchissent clairement le pas de la création de nouvelles ressources propres. Tout comme les Régions, l'Union européenne a besoin de sa fiscalité propre. Cela libérerait en partie le projet européen du débat sur les contributions nationales.

L'Union doit maintenir ses politiques publiques tout en remboursant l'emprunt COVID, renforcer son autonomie stratégique face aux menaces extérieures, avec un budget constant. Mais la cohésion n'est pas négociable. Sans elle, des régions décrochent, l'investissement public ralentit, les transitions patinent, les colères s'installent. Une Europe qui renonce à la cohésion renonce à son pacte social. La cohésion équilibre, modernise et relie. Elle améliore le quotidien des citoyens tout en préparant la compétitivité à long terme. La compétitivité européenne est indissociable de celle que contribue à créer localement la politique de cohésion. Beaucoup de pépites européennes ont pu le devenir parce qu'elles ont pu être accompagnées en proximité avant d'acquérir leur caractère européen ou international. Ne croyons pas qu'il soit judicieux de brûler les étapes et que l'on puisse faire l'économie de s'appuyer sur des écosystèmes régionaux de recherche et d'innovation dynamiques.

Ce débat ne peut se résumer à une querelle de pieds de colonnes en bas d'un tableau budgétaire. Il renvoie à la question politique de ce que nous souhaitons financer avec l'argent européen. Je souhaite une Europe qui prépare l'avenir au plus près des citoyens et de leur quotidien ? Je fais un choix clair : une politique de cohésion renforcée, modernisée et pilotée par les Régions, dans le respect du principe de subsidiarité. Parce qu'elle tient la promesse européenne des territoires et qu'elle fait gagner l'Union dans la durée. C'est ainsi que nous ferons avancer l'Europe, chaque jour, là où les projets prennent vie. C'est ainsi que nous éviterons les fractures et que nous construirons une Union forte, solidaire et proche des européens. Depuis l'origine, et aujourd'hui plus que jamais, défendre la cohésion, c'est défendre une certaine idée de l'Europe.

Nous sommes à un moment de vérité. Si nous laissons la cohésion s'effacer, nous trahissons la promesse européenne et nous ouvrons la voie aux replis nationaux et aux populismes. Chaque retrait de nos investissements et de nos services publics alimente les populistes d'extrême droite. Si nous la défendons, nous affirmons au contraire une Europe forte, solidaire et démocratique. Alors que certains de nos alliés historiques cherchent à nous affaiblir, nous n'avons pas le droit de nous dérober à cette responsabilité.